



dossier

FEMMES & RECHERCHES

1. PAROLES DE FEMMES

avec les contributions de

Fatma Charfi

Rym Ghachem

Fatma Oussedik

et feu Ahlem Belhaj

Créer des passerelles entre médecine et engagement. Entretien avec Ahlem Belhaj, Rym Ghachem et Fatma Charfi

Cet article constitue la retranscription d'un entretien mené à l'IRMC le 23 mai 2022, dans le cadre du séminaire « Chercheuses et féministes. Engagements et production scientifique », coordonné par Khaoula Matri et Kmar Bendana. Trois femmes psychiatres tunisiennes y racontent leurs parcours féministes militants et leurs articulations avec le monde médical.

This article is a transcript of an interview conducted at the IRMC on 23 May 2022, as part of the seminar "Researchers and feminists. Commitments and scientific production", coordinated by Khaoula Matri and Kmar Bendana. Three Tunisian women psychiatrists talk about their militant feminist careers and their links with the medical world.

يشكل هذا المقال نسخة من مقابلة أجريت في معهد البحوث المغاربية المعاصرة في 23 ماي 2022، في إطار ندوة "الباحثات والنسويات. إلتزامات وإنتاج علمي" تنسيق خولة الماطري وقمر بندانة. تروي مسار ثلاث طبيبات نفسانيات تونسيات نضالاتهن النسوية وعلاقاتهن بعالم الطب.



De droite à gauche : Ahlem Belhaj, Fatma Charfi, Rym Ghachem, Khaoula Matri et Kmar Bendana le 23 mai 2022 à l'IRMC, lors de l'entretien. © Afef Toumi/IRMC

Introduction

Khaoula Matri : Ce séminaire, qui s'intitule « Chercheuses et féministes », a essentiellement pour objectif d'examiner le rapport entre l'engagement des chercheuses et la production de savoirs scientifiques, et de voir comment ils se nourrissent réciproquement. Nous invitons des féministes et des femmes universitaires à partager leurs expériences académiques, militantes et scientifiques, et à réfléchir à partir de leurs disciplines (histoire, sociologie, science juridique, psychologie) à l'évolution de la recherche en sciences humaines et sociales en Tunisie comme au Maghreb. L'ambition de ce cycle est également de développer une réflexion

autour de la production scientifique portant sur les femmes et/ou sur le genre dans le contexte maghrébin, en articulant récits des chercheuses et publications scientifiques. Il s'agit aussi de mettre en lumière leurs subjectivités, de revenir sur leurs contributions dans les luttes contre les inégalités, les discriminations sexistes etc., et/ou l'invisibilité des femmes en termes de droits économiques, sociaux et politiques, et de discuter des formes de résistance personnelles, professionnelles ou conceptuelles auxquelles elles ont pu avoir recours.

« Créer des passerelles »

Ahlem Belhaj (AB) : Merci pour l'invitation et pour l'initiative. C'est en effet un sujet vraiment

très intéressant pour moi, féministe et en même temps hospitalo-universitaire. Il m'a toujours semblé difficile de créer une passerelle entre mon monde de féministe et mon travail de médecin hospitalo-universitaire. Et ce clivage entre les deux mondes me dérangeait beaucoup. Relier les deux mondes était effectivement un défi. Mon propos sera peut-être un peu chronologique.

Kmar Bendana (KB) : C'est bien ! Cela nous intéresse beaucoup.

AB : Sans doute, pour l'historienne que vous êtes ! Je parlerai de ce que je viens de dire : d'une part, créer des passerelles entre l'engagement féministe et la vocation universitaire, et d'autre

part mener des recherches avec une approche féministe. Est-il possible aujourd'hui de considérer qu'avoir une approche féministe est une démarche scientifiquement valable ? Ce n'est pas si évident que cela. Je reviendrais d'abord au commencement.

J'ai adhéré à l'Association tunisienne des Femmes démocrates (ATFD) en 1989, à sa création. J'avais auparavant fréquenté des groupes féministes à la Faculté. Dès la création de l'ATFD, on s'est rapidement intéressées à la violence faite aux femmes. Quand nous avons commencé à travailler sur ce thème, nous avons constaté que non seulement les institutions ne savaient rien de la violence, mais aussi que les écrits et les connaissances sur les violences

faites aux femmes étaient également totalement absents ! Il n'y avait pas d'écrits sur la réalité de cette question en Tunisie. C'était une de nos missions. Il y avait plusieurs universitaires au sein de l'association et, de manière générale, au sein du mouvement féministe. Chacun essayait de son côté de voir ce qu'il fallait faire. Nous sommes allées voir Dali Jazi¹, ministre de la Santé, et nous lui avons parlé des conditions d'accueil des femmes victimes de violences dans les urgences. Mais nous lui avons surtout dit : « Nous avons besoin de statistiques, de données, de savoir ce qui se passe dans les urgences, dans les services hospitaliers, pour les femmes victimes de violences ». Il nous a non seulement donné la possibilité de mener un travail là-dessus, mais il a en plus fait une circulaire disant que toutes les institutions de soin étaient ouvertes à l'ATFD, pour mener les recherches qu'on voulait. Avec une collègue, Sana Jlassi, nous étions jeunes résidentes en psychiatrie. [...] Sana s'est chargée de l'hôpital de la Rabta, et moi de l'hôpital Charles Nicolle pour mener les premières recherches aux urgences d'un service médical et étudier la question, ou au moins dresser un profil : qui vient ? quand les femmes viennent-elles ? pourquoi viennent-elles ? qui sont les agresseurs ? quel âge ont-ils ? On n'avait aucune donnée ! [...] C'était en 1991-1992. J'ai terminé mon travail de terrain, et je suis partie en France. Si Hechmi Zouhair, mon patron à l'époque, a fait la saisie des données et il a publié ce premier travail sur la violence conjugale, complété par un deuxième travail sur la violence dans les centres de soin de santé de base. C'est le féminisme qui m'a poussée vers la recherche sur ces questions, parce qu'on en avait besoin. Ce n'était pas uniquement un intérêt scientifique. Quand j'ai commencé à en parler, tout le monde me regardait dans le monde médical : « Mais de quoi parles-tu ? » [La Déclaration mondiale sur la violence faite aux femmes](#) date de 1993². Le mouvement féministe international commençait à peine à s'intéresser à la question,

1. Ministre de la Santé du gouvernement de Hédi Baccouche et de Hamed Karoui, entre avril 1989 et juillet 1992.
 2. Il s'agit de la [Déclaration sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes](#), adoptée le 20 décembre 1993 par l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies.
 3. BELHAJ Ahlem, 1993, *Le comportement sexuel féminin. À propos d'une enquête effectuée auprès de 347 femmes dans le Grand Tunis*, Tunis, thèse de doctorat en psychiatrie, Faculté de médecine de Tunis.

et nous, féministes tunisiennes, nous étions dedans. Certes, nous avons participé à toutes les conférences internationales, mais nous avons besoin de la recherche pour étayer notre propos. Quand nous avons commencé à en parler, on nous a dit : « Le problème n'existe pas en Tunisie. Cela concerne d'autres pays. La société arabo-musulmane nous protège ». Nous avons passé une dizaine d'années à militer pour que ce soit reconnu comme un phénomène existant.

C'était mon premier pôle d'intérêt à la fois en tant que féministe et en tant que psychiatre qui s'intéresse à l'impact de la violence. Mais nous avons également mené une étude médicale des conséquences sur la santé physique et mentale des femmes, sur les documents donnés aux femmes, le CMI [certificat médical initial]. Le deuxième pôle d'intérêt, c'était quand j'ai voulu choisir le sujet de ma thèse. C'était une période importante où l'on s'intéressait beaucoup à la sexualité des femmes. Le sujet est toujours d'intérêt pour les féministes : en effet, le choix de disposer de son corps est bien le mot d'ordre le plus marquant de l'histoire du féminisme. De même, le contrôle du corps et de la sexualité des femmes a toujours été ancré dans le système patriarcal. Le mode d'exercice du patriarcat passe par le contrôle du corps des femmes. À ce moment-là, j'étais avec un autre chef de service, mon patron d'alors, le docteur Haffani, qui s'intéressait beaucoup à la question. Il avait fait de la sexologie et s'était penché sur le comportement sexuel des femmes en Tunisie. C'est ainsi que j'ai choisi de faire une enquête sur ce thème³. Dans le monde psychiatrique, cela n'a franchement pas posé question : le sujet était intéressant, la sexualité va de soi et coule de source dans le monde des psychiatres ! C'est une chose fondamentale, qui structure plein de choses. Mais quand j'ai déposé mon sujet de thèse, il n'a pas été facile de convaincre. Et si ce n'était la notoriété de si Haffani à ce moment-là, je n'aurais pas pu traiter ce sujet. On me disait :

12^e congrès de l'ATFD, le 13 avril 2018, à l'hôtel Golden Tulip El-Mechtel de Tunis. À gauche, Ahlem Belhaj, à deux reprises présidente de l'ATFD (2004-2006, et 2012-2014). © Omegatak/ATFD/wikicommons



« Explique-moi en quoi ton sujet concerne la médecine ? » Cette discussion a quand même fait avancer ma réflexion. Comment créer une passerelle pour que les deux mondes se rencontrent et apportent un plus à l'autre ?

Malheureusement, cette thèse n'a jamais été publiée. Je n'ai pas eu le temps d'en faire un article. La publication était prévue au [Centre de publication universitaire](#). Après moi, une thèse sur la sexualité des hommes a été publiée. Si Haffani voulait que je publie la mienne, mais j'étais très hésitante, parce que j'avais peur de la censure, je craignais que le féminisme d'État ne l'emporte sur le féminisme militant et autonome de cette thèse. J'avais peur que l'approche ne soit pas portée par un livre public en Tunisie à ce moment-là. Cela n'a donc pas été fait. Je le regrette. Je pense qu'il aurait fallu qu'elle soit

4. Cette étude a donné lieu à un rapport publié par l'ATFD, 1994, « [Activités du centre d'écoute et d'orientation des femmes violentées : de novembre 1991 au 25 juin 1994](#) », Tunis.

publiée, même avec des résultats bruts. Mais bon. C'était en 1993.

[...] Amener au monde des féministes des données notamment scientifiques était pour nous une chose très importante. C'est ainsi que nous avons mené plusieurs recherches. Je citerais la première, sur les centres d'écoute des femmes victimes de violences, en 1991⁴, qui a fait l'objet d'un livre, *Casablanca-Alger-Tunis. Femmes unies contre la violence*, publié en 2001 (mais rédigé avant) aux éditions Le Fennec, au Maroc. En tant que psychologues et psychiatres, et en tant qu'écouteresses militantes, nous avons alors développé l'idée que l'écoute des femmes et des victimes ne peut pas se contenter d'être neutre et bienveillante. C'est une écoute solidaire, empathique. Des années plus tard, je vois que les personnes qui travaillent



© Human Rights Watch

sur la victimologie parlent d'adopter une « écoute active », « positive », mais à cette époque, quand nous parlions d'écoute « solidaire », ce n'était évidemment pas pris du point de vue scientifique. C'étaient des militantes engagées, et non des psychiatres qui pouvaient écouter différemment les victimes, parce que les victimes ont besoin d'être écoutées avec cet élan de sympathie.

[...] J'ai parlé des droits sexuels et corporels. Il y a eu une recherche à laquelle ont participé Khaoula Matri et Rym Ghachem, des études sur les archives de l'ATFD⁵. Nous avons un bon nombre de femmes victimes de violences, environ 4 000 dossiers sur lesquels 2 000 ont pu être exploités. Khaoula s'est chargée de la partie

sociologique, et Rym a assuré la partie médicale et psychiatrique. Nous sommes également en train de finaliser une étude sur les trajectoires des femmes victimes de violences⁶.

Comment avons-nous pu transposer une approche féministe dans le monde médical ? Beaucoup d'efforts ont été faits par plusieurs femmes. Je citerais Saïda Douki⁷, Raja Debbab, mes amies ici présentes⁸, mais aussi Anissa Bouasker, qui a fait sa thèse de médecine sur la violence en 2001⁹. [...] Madame Douki a créé une unité de recherche sur la santé des femmes ; avec elle, nous avons publié un article sur la violence mentale dans le monde musulman¹⁰. Jusqu'à présent, nous essayons d'inscrire cette préoccupation permanente

dans notre quotidien de psychiatres. Quand on fait un travail, il y a des données sexo-spécifiques qui doivent ressortir ; quand on fait une rencontre, il y a la question de la santé mentale des femmes qui surgit. Peut-être que je citerais un autre moment juste après la révolution, ou un peu plus tard, en 2014-2015 : toutes les trois¹¹, et avec deux autres « copines », nous nous sommes réunies pour écrire un livre sur la santé mentale des femmes en Tunisie. Le projet n'a jamais vu le jour [rires], mais quand même ! Nous y avons travaillé à un certain moment. Puis nous avons été prises par le quotidien. Bousculées par la vie.

Je parlais d'un dernier aspect en tant qu'universitaire et féministe : l'enseignement. C'est un volet qui n'est peut-être pas directement lié à la recherche, mais il demeure fondamental dans notre travail quotidien. Il y a eu un grand effort ces dernières années pour que soient introduits à la Faculté de médecine plusieurs cours sur les violences, notamment celles faites aux femmes, ou sur des questions spécifiques liées à la santé mentale des femmes. C'est ainsi qu'ont été introduits un cours sur les violences faites aux femmes dans les DU [diplômes universitaires] de périnatalité et développement, et deux sur la violence dans le module de psychiatrie l'année dernière. Une réunion est prévue avec le doyen pour préparer une *masterclass* sur les violences faites aux femmes et aux enfants. Il y a également eu un DU de victimologie, où la question des violences faites aux femmes est particulièrement présente.

Je dis tout cela car l'effort à fournir reste entier : je suis convaincue que la cause féministe gagnerait énormément à trouver des assises dans le monde de la recherche et dans le monde universitaire. C'est le seul moyen d'avoir des données tangibles et des arguments pour plaider pour l'égalité, pour que le plaidoyer soit plus convaincant. Tout reste à faire. Mais il faut, là aussi, faire converger les efforts et travailler dans l'interdisciplinarité, comme vous l'avez dit. Dans le monde, ça bosse pas mal sur ce champ ! Beaucoup de féministes interviennent dans le milieu universitaire [...].

11. Ahlem Belhaj, Rym Ghachem et Fatma Charfi.

Rym Ghachem (RG) : Merci Ahlem. [...] J'ai été élevée dans un milieu très protecteur, je n'ai jamais eu de problème étant petite. La première chose que j'ai vue sur ces questions, c'était une thèse sur l'infanticide par le docteur Mahjoub, et que mon père dirigeait. J'étais très étonnée par l'infanticide, par ces enfants qu'on abandonne. Cette thèse-là a été à l'origine de la loi sur l'avortement qui a fait de la Tunisie un pays avant-gardiste sur la question. Beaucoup plus tard, en 2019, lorsque j'étais au Comité national d'éthique médicale, on m'a demandé de travailler sur la congélation des ovocytes. Encore une fois, c'est venu à moi, et je me suis plongée dans cette question. Aujourd'hui, en Tunisie, nous sommes réellement en train de régresser sur la question, de prendre du retard par rapport aux autres pays. La France a adopté sa loi sur la congélation en août 2021, ce n'est pas très loin. [...] Elle exige beaucoup de choses : on ne peut congeler que si l'on a moins de 37 ans, et il y a vraiment beaucoup de cases à cocher pour pouvoir y avoir recours. [...]

Dans mon parcours, j'ai aussi dirigé la thèse du docteur Anissa Bouasker, ce que personne ne voulait faire. En effet, la violence faite aux femmes, comme l'a dit Ahlem, n'était pas perçue comme un sujet médical, mais plutôt sociologique, psychologique. Je rends vraiment hommage à Anissa Bouasker, qui a travaillé sur les centres de soin de base et mené un travail sur plus de 400 femmes. Les résultats qu'elle a obtenus sont confirmés dans la littérature : un tiers [des femmes] étaient battues, la violence rendait les enfants dépressifs, les résultats scolaires des enfants de femmes battues étaient mauvais, le parent avait généralement vécu dans une famille où le père battait la mère... Tous ces résultats, présents dans la littérature, ont pu être retrouvés dans la population tunisienne. Ils ont été publiés par Anissa à l'époque. En 2014 ou en 2015, il y a eu une circulaire pour que les femmes soient prises en charge gratuitement dans les centres de soin, mais je ne sais pas si elle est vraiment appliquée. Ce dont je me suis aperçue, c'est que nous faisons de plus en plus l'objet de

5. ATFD, 2017, *Retour sur l'histoire pour un avenir sans violences à l'encontre des femmes. Que disent les archives du centre d'écoute et d'orientation des femmes victimes de violence ?*, Tunis, ATFD-Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'Homme.

6. LIGUE TUNISIENNE POUR LA DÉFENSE DES DROITS DE L'HOMME (LTDH), LIGUE DES ÉLECTRICIENNES TUNISIENNES (LET), ATFD, 2022, *Les trajectoires de lutte contre la violence faite aux femmes. Entre blocage et résilience*, Tunis, Coalition nationale associative des luttes contre les violences faites aux femmes.

7. Saïda Douki Dedieu est enseignante-chercheuse. Désormais retraitée, elle a notamment été médecin hospitalo-universitaire en Tunisie de 1987 à 2010, et présidente de la Fédération des psychiatres arabes.

8. Ahlem Belhaj s'adresse à Rym Ghachem et Fatma Charfi, respectivement psychiatre et pédopsychiatre tunisiennes.

9. BOUASKER Anissa, 2003, *Violence conjugale : étude épidémiologique. À propos de 424 femmes consultant dans des centres de soins primaires*, thèse de doctorat en psychiatrie de l'Université de Tunis.

10. DOUKI Saïda, NACEF Fethi, BELHAJ Ahlem, BOUASKER Anissa, GHACHEM Rym, 2003, "Violence against women in Arab and Islamic countries", *Archives of Women's Mental Health*, vol. 6, 165-171.

visites d'expertise pour vérifier la véracité des récits des femmes qui disent être battues ou agressées sexuellement. Cela commence à faire beaucoup. Est-ce qu'on vérifie la véracité d'autres violences ? C'est le quotidien.

[...] Avec l'ATFD et Khaoula Matri, nous avons mené une étude en 2016. Je reçois et suis souvent des patientes que l'ATFD m'adresse, qui ont généralement des parcours vraiment tortueux, difficiles. C'est très compliqué d'hospitaliser ces patientes, on est entre deux écueils. Hospitaliser en psychiatrie, pour le commun des mortels, c'est dire : « La patiente est folle ». Or elle souffre, et la souffrance doit être traitée, nous n'avons pas d'alternative. Mais l'hospitalisation est souvent une catastrophe. Nous recevons des filles de seize ans et leur retirons leur téléphone portable. Or, vous savez que le portable, pour une adolescente, représente un objet d'attachement. Et puis on appelle le père, et cela devient dramatique. Ces hospitalisations sont pour moi la pire des choses qui puissent arriver à un enfant entre seize et dix-huit ans. [...] Beity¹² a parfois pu juguler les choses. Grâce à cette association et à l'ATFD, nous avons pu prendre en charge des réfugiées. [...] Beaucoup de travail a été fait. Il n'est peut-être pas visible à l'œil nu, mais le plus important est d'alléger la souffrance. Cela prend énormément d'énergie, mais c'est la plus belle récompense qu'on puisse avoir en tant que médecin. J'espère que nous pourrions faire davantage, qu'en écrivant nous pourrions améliorer les conditions. Peut-être créer des foyers d'accueil, faire des centres intermédiaires... J'espère en tout cas qu'on pourra encore améliorer la condition des femmes en Tunisie.

Fatma Charfi (FC) : [...] Il y a des parcours de vie qui montrent combien être féministe et en même temps dans le monde médical fait avancer les choses. C'est l'une des conclusions que je tire de l'intervention d'Ahlem, qui a cherché à créer une passerelle entre son métier et son combat féministe pour lutter contre les

violences faites aux femmes. Être une jeune résidente et proposer un sujet de thèse à l'époque inadmissible ! Aujourd'hui, je me rends compte à quel point c'était un acte militant. Pour nous, la sexologie clinique est aujourd'hui une discipline à part entière, des sociétés savantes existent, on enseigne les troubles sexuels féminins et masculins à la [Faculté de médecine](#)... Tout cela est d'une telle évidence qu'on ne se rend pas compte qu'au début des années 1990, aborder ces sujets était



الجمعية التونسية للنساء الديمقراطيات
Association Tunisienne des Femmes Démocrates

difficilement acceptable dans un milieu médical porté sur les symptômes, les syndromes et les traitements, et pas sur des sujets qui concernent l'humain, et finalement la santé. On ne se rendait pas compte que ce sont des sujets importants [...] : la sexualité féminine, la violence faite aux femmes, les congés de longue durée sur lesquels Rym a travaillé avec sa double casquette de militante et de médecin cheffe de service psychiatrique¹³. En effet, quand on parle des congés de longue durée, on pense à des personnes qui cherchent un bénéfice secondaire à travers une consultation. On ne pense pas vraiment que ce sont des personnes qui souffrent, et qui viennent avec une réelle demande, légitime. [...] Vous avez réussi à trouver des passerelles entre le monde féministe, qui est notre préoccupation, et le monde médical ; vous avez pu faire avancer les choses, et c'est ainsi que des femmes militantes ont pu, dans leur monde professionnel, être combattives pour imposer des sujets et des travaux. La recherche sur les violences faites aux femmes a permis de connaître les conséquences médicales et psychologiques de la violence, et d'avoir des chiffres. C'est ce qui permet de construire le plaidoyer. Aujourd'hui, il existe non

seulement un cours sur les violences faites aux femmes et aux enfants à la [Faculté de médecine](#), mais aussi, depuis tout récemment, un premier laboratoire de recherche sur la santé, la femme et l'enfant, qui vient enfin de voir le jour, en janvier¹⁴. Or, qui dit « laboratoire de recherche » dit « financement pour la recherche ». On y parle de santé maternelle et infantile. Il me semble que c'est le premier laboratoire sur ce thème. [...] Jusqu'à présent, les questions sur les violences faites aux femmes, sur le genre, la santé mentale ou le féminin, faisaient l'objet de travaux portés par la société civile, par les ONG, par les féministes, par des personnes qui ont souhaité faire leur thèse là-dessus. Ces questions n'étaient pas portées par nos universités, ni par l'académie de façon générale. Aujourd'hui, le vrai *challenge* est que nous, universitaires, mais aussi nos universités, nos laboratoires, nos bailleurs de fonds et nos académies, nous nous intéressions à la recherche sur ces causes, qui sont très importantes et font avancer la compréhension de ces phénomènes, la prévention et la société. Le *challenge*, c'est que nos académies nous aident à faire la lumière sur ces thématiques. Mais ce sont les combats des féministes et de la société civile qui amènent ce type de recherche, qui produisent des résultats et qui font avancer les choses.

AB : [...] Arriver à créer cette passerelle, se retrouver dans le milieu psychiatrique et médical avec ses convictions féministes, que ce soit reconnu et accepté, pouvoir mener une recherche en disant « j'ai adopté une approche féministe », et que ce soit légitime !... Je peux en témoigner. J'ai parlé des recherches récentes sur les trajectoires de lutte contre les violences faites aux femmes. En rédigeant la méthodologie, j'ai écrit : « L'approche de cette recherche est une approche féministe basée sur les droits humains et centrée sur les victimes ». Que veulent dire « féministe », « basée sur les droits humains », « centrée sur les victimes » ? C'est aujourd'hui possible de l'écrire en ces termes, mais ce n'était pas le cas à l'époque. Parce que je n'avais pas suffisamment confiance, ni suffisamment de possibilités. Aujourd'hui je

l'écris, et je pense que c'est une approche tout à fait objective et scientifique. Elle est scientifiquement valable.

FC : [...] Pour rebondir sur le programme du laboratoire dirigé par Ahlem, on y trouve aussi une thématique sur la parentalité et sur la médecine fœtale, car nous collaborons avec des gynécologues-obstétriciens, des pédiatres, des néonatalogues, des généticiens... Nous nous y intéressons aux maladies héréditaires et aux troubles néo-développementaux, à la violence, mais également aux violences faites aux enfants, aux causes du suicide, [...] à l'accouchement et à la préparation à l'accouchement, autant de thématiques pluridisciplinaires.

Femmes et psychiatres : une double lutte pour la reconnaissance

RG : Nous devons nous battre pour la liberté de notre corps, pour pouvoir gérer notre vie logiquement. [...] C'est très dur de travailler dans un service de médecine, et encore plus quand il faut annoncer à son chef de service qu'on est enceinte ! C'est comme annoncer...

AB : C'est une trahison !

RG : C'est une trahison. « Alors, tu vas me quitter ? » Pourtant, on ne quitte pas, c'est quarante ou cinquante jours ! Ahlem et moi étions ensemble dans ces périodes compliquées. [...] Je n'ai pas eu une dizaine d'enfants, mais j'en ai eu quand même trois. C'était difficile de trouver une manière de jongler entre la vie professionnelle et la vie de maman. Je vois que même aujourd'hui [...], nos résidentes jonglent entre leur position de mère et leur volonté d'avoir une vie professionnelle, de gravir les échelons universitaires et de travailler. C'est dans ces moments que j'essaie d'écrire, parfois dans des journaux, pour essayer de défendre ces causes et ces médecins qui se battent, qui font preuve d'un véritable militantisme pour pouvoir gravir les échelons dans leur vie.

12. Beity est une association tunisienne basée à Tunis, fondée en 2012, qui vise à « lutter par tous les moyens contre les discriminations, les violences de genre et la vulnérabilité économique et sociale des femmes » (site internet).

13. Cette problématique est retranscrite plus loin. Cf. *infra*, p. 16.

14. Il s'agit du laboratoire de recherche « Santé mère enfant », créé à l'hôpital Mongi Slim en janvier 2022.

Comme je l'ai dit, les choses viennent à moi. J'ai mené plusieurs travaux sur les congés maladie de longue durée. À nouveau, les résultats étaient catastrophiques. C'est vrai qu'il y avait beaucoup de femmes [parmi les travailleurs qui ont recours au congé maladie de longue durée], mais pourquoi ces femmes étaient-elles en congé ? Parce qu'elles avaient un père, un beau-père, un enfant ou un mari à charge. En Tunisie, il n'y a pas de structures pour prendre en charge les personnes à handicap lourd. C'est donc toujours la femme qui sacrifie sa vie professionnelle sans aucune récompense. Ce sacrifice est total. Nous essayons d'en parler, de publier dans le dialogue sociétal. Fayçal Ben Salah a repris toutes les communications que nous avons faites sur les difficultés que les femmes peuvent rencontrer, leurs parcours et toutes les entraves qu'elles trouvent dans leur vie professionnelle. Mais cela n'a pas beaucoup changé les choses. On a aussi parlé des enseignantes, on a demandé à ce que la retraite vienne plus tôt, car c'est un travail lourd. Enseigner représente des heures entières où on est pris par les enfants. Or, une enseignante en mauvais état de santé mentale est une catastrophe pour l'avenir des enfants. Nous avons donc essayé de dire au pouvoir public, à l'État, qu'il fallait absolument trouver des solutions, fixer des horaires moins importants pour tous les enseignants (aussi bien scolaires qu'universitaires). Certes, nous prônons l'égalité hommes-femmes, mais il faut comprendre que les femmes ne peuvent pas toujours être les « premières de la classe » sur tous les plans.

[...] Quand on a commencé notre cursus en psychiatrie, le milieu était à 80 % masculin. Aujourd'hui, il est à 90 % féminin. Le phénomène n'est pas propre à la psychiatrie, c'est toute la médecine qui est en train de se féminiser. Seules les filles peuvent tenir aussi longtemps avec tant de dévouement ! C'est peut-être aussi une question de caractère. [...] À part quelques difficultés au quotidien, on a été très bien accueillies, très bien reçues.

FC : [...] Juste un mot sur le fait que la médecine s'est féminisée. On compte plus de 65 % d'étudiantes en première année environ. Mais il n'y a pas eu de doyenne ! [...] Il y en a eu à Monastir, à Sousse, mais à jamais Tunis. Les doyens sont toujours des hommes, qui sont pourtant minoritaires. Quand il s'agit d'élire quelqu'un pour prendre les commandes, les hommes viennent toujours en premier.

RG : Mais la main-d'œuvre est en général féminine. Le conseil scientifique compte plusieurs femmes. Et c'est une vraie main-d'œuvre. La vice-doyenne, une femme, est toujours sur place. Certes, elles sont toujours en seconde position, mais elles ont une position de fourmis travailleuses qui essayent de faire évoluer les choses.

AB : Il est temps, effectivement. Mais est-ce que les choses ont changé ? Je ne pense pas, le patriarcat est très ancien, il a encore quelques décennies devant lui – pour être optimiste ! Militer contre ce rapport de domination des hommes sur les femmes a toujours été le moteur de mon engagement, du moins féministe. L'ATFD appartient à un mouvement beaucoup plus large, et je réponds en même temps à votre question¹⁵. Il existe plusieurs réseaux : maghrébins, arabes, méditerranéens... Les pays à majorité musulmane ont aussi une coalition, comme pour les droits sexuels et corporels, et un réseau arabe contre la violence. L'ATFD appartient au Réseau Euro-Méditerranéen des Droits humains. La société civile a beaucoup d'engagements. Dans le monde médical aussi, les liens sont nombreux : appartenance et rencontres maghrébines, rencontres franco-tunisiennes, africaines ou internationales. Le prochain congrès mondial de psychiatrie va avoir lieu en Tunisie¹⁶, où sont prévues des sessions sur les troubles mentaux des femmes, sur la violence faite aux femmes, et des thématiques spécifiques. [...] Rym préside le comité scientifique, et j'en suis membre. Mais [aujourd'hui] on ne rencontre pas de résistance quand on propose ce genre de



Ahlem Belhaj et Katia Boissevain, le 23 mai 2022, lors de l'entretien à l'IRMC. © Afef Toumi/IRMC

thématique, très facilement accepté. Être féministe hier ? Cela reste toujours le même combat, les formes varient en fonction de la situation politique et des pays.

La psychiatrie n'est pas le monde médical « classique ». Autrement dit, il y a les psychiatres, et il y a les autres. C'est à peine si on nous considère comme des médecins [rires]. On m'a demandé si nos parents avaient bien accueilli notre choix [de spécialisation] : ce n'est pas le cas des miens ! Ils m'ont dit : « Psychiatre, après tous ces efforts ? Tout ça pour ça ? » La stigmatisation de la psychiatrie vient peut-être aussi du fait que c'est le domaine médical le plus ouvert aux sciences humaines. Pourtant, il peut être très médicalisé.

FC : On est encore stigmatisés. Par nos collègues.

KB : Je ne sais pas si c'est de la stigmatisation. Je pense que c'est plutôt de la peur.

AB : Le malade mental est particulièrement stigmatisé, tout comme la psychiatrie. Les médecins psychiatres ou les pédopsychiatres ne sont pas très loin de la stigmatisation, parce qu'ils appartiennent à ce « monde de fous ». Certes, il y a de la peur, mais pas uniquement. C'est un monde inconnu que les gens ne maîtrisent pas. La maladie mentale peut faire peur, elle dérange énormément. Mais en même temps, pour les chirurgiens, nous, on n'est pas « dans le truc ». Dans les autres spécialités, on traite un « truc » qui est là, tandis que nous, nous traitons l'esprit, les idées, l'affect, ce qui n'est pas très palpable pour les autres. Alors que la médecine est très palpable.

FC : À titre d'exemple, dans les grands hôpitaux de Tunis (la Rabta, Charles Nicolle, Habib Thameur), il n'y a pas de service de psychiatrie. C'est inimaginable, aujourd'hui, un hôpital général sans psychiatre ! C'est comme un hôpital général sans cardiologue ni médecin urgentiste.

15. Une question du public a porté sur les réseaux tissés entre les structures de défense des droits des femmes et de lutte contre les discriminations de genre.

16. Il s'agit des 32^e journées de la Société tunisienne de Psychiatrie, les 2 et 3 décembre 2023.



« Woman's Rights Quilt », par Emma Civey Stahl (ca. 1875).
© The Metropolitan Museum of Art

La psychiatrie est une discipline indispensable dans un hôpital ! Eh bien, à Tunis, à [la Rabta](#), [Charles Nicolle](#) et [Habib Thameur](#), il n'y a pas de psychiatres. Que ce soit à [l'Institut Salah Azaïz](#)¹⁷, à [l'Institut de nutrition](#)¹⁸ où l'on soigne notamment les anorexiques, ou à [l'hôpital d'enfants](#)¹⁹, il n'y a aucun pédopsychiatre. Pas un seul dans toute cette concentration d'hôpitaux, sur la colline ! C'est pour vous dire que le chemin est encore long.

AB : Je pense qu'en psychiatrie, dans notre rapport au féminisme, nous avons été parmi les pionniers du monde médical. Madame Douki, que j'ai citée tout à l'heure, ou encore Samia Attia, des femmes très féministes même si elles ne se sont pas à proprement parler engagées, étaient psychiatres. Même dans leur vie, et surtout dans leur vie. Je dirais que nos aînées étaient en fait particulièrement engagées au quotidien contre l'injustice et les discriminations. Elles s'affirmaient suffisamment au niveau de leur vie personnelle pour vivre pleinement leur liberté individuelle. Dans la recherche, beaucoup de choses ont été faites, et souvent des études centrées sur les spécificités hommes-femmes, pour traiter certains sujets particuliers. Dans les autres spécialités, c'était moins fréquent. Aujourd'hui, la médecine légale, les gynécologues, les dermatologues, les urgentistes *etc.* s'y intéressent. On voit que c'est un pôle d'intérêt.

RG : [...] C'est vrai que les gens ont peur de nous. Ils pensent qu'on peut comprendre leur fonctionnement en les regardant, c'est une croyance très ancrée. Et en général, on ne nous aime pas. Quand on est dans une soirée, on nous évite, ou au contraire on nous colle, parce qu'on croit qu'on va faire une consultation gratuite, comme ça, rapidement [*rires*]. On éveille réellement deux sentiments antinomiques, aussi bien l'envie de nous

17. L'Institut Salah Azaïz, fondé en 1969 à Tunis, est spécialisé dans la surveillance, le diagnostic et le traitement des cancers.

18. L'Institut national Zouhair Kallel de nutrition et de technologie alimentaire.

19. L'hôpital d'enfants Béchir Hamza.

connaître que celle de nous coller des étiquettes. Je me rappelle d'une femme très ordonnée : on lui a fait un diagnostic d'obsessionnelle. Elle a dit : « Vous, les psy', vous êtes insupportables ! Même si quelqu'un va bien, vous lui collez une étiquette ». Nos patients ont certainement vu des psychiatres un peu « libertins ». Nous en avons croisé à l'époque où nous faisons nos études, ce qui a inquiété nos parents qui craignaient pour notre avenir. Ils auraient préféré qu'on fasse, par exemple, de la neurologie, ou des disciplines plus rangées. [...] C'est un combat qu'on mène au quotidien. Mais je pense que nous sommes toutes les trois convaincues qu'il n'y a pas plus beau que la psychiatrie.

Et aujourd'hui ?

AB : Les résistances restent toujours les mêmes. Le pouvoir patriarcal est tellement fort ! C'est un système qui favorise un sexe par rapport à l'autre, et qui entretient des rapports inégaux au sein de la société. En tant que féministes, nous revendiquons que tous les êtres sont égaux, qu'il n'y a aucune raison d'accepter que les femmes subissent des discriminations, et nous essayons d'en combattre toutes les formes, que ce soit dans le monde politique, au sein de la société, dans la culture, les médias, mais également le monde universitaire et la recherche, qui est très sexiste, que ce soit au niveau des thèmes de recherche ou des responsabilités. Là-dessus aussi, il y a beaucoup à faire.

[...] Initialement, à [l'ATFD](#), nous n'aimions pas parler de « genre ». Dans les années 1990 et au début des années 2000, quand le terme a été adopté par les [Nations unies](#), nous avons l'impression qu'il noyait un peu la cause féministe. Mais aujourd'hui, la question du genre se pose différemment. Évidemment, il y a la question des LGBTQI qui ne doit pas être occultée. Il va de soi que nous militons pour leur cause. Personnellement, en tant que psychiatre, j'ai accompagné plusieurs personnes. Dans nos services et au quotidien, nous accompagnons des patients qui subissent beaucoup de violences et de discriminations. L'accompagnement se fait donc sur le plan de la santé mentale mais aussi

au niveau associatif, et même au niveau de la formation. Plusieurs sessions sont prévues. Je citerais par exemple le nouveau groupe sur la violence, et les groupes qui s'intéressent à la façon de lutter contre la violence ou d'assurer l'écoute. J'espère avoir répondu.

KB : *C'est très flagrant de voir, entre 1989-1990 et 2010, cette forme d'institutionnalisation de certains sujets de recherche. Avez-vous observé un changement au niveau des préoccupations scientifiques des nouveaux médecins qui arrivent depuis 2010 ?*

RG : Oui. J'ai vu deux résidents qui faisaient un master en science politique, et d'autres en journalisme. Les choses évoluent, on s'ouvre vraiment à la société civile et à ses problèmes. Même au niveau de leur état d'esprit, du *staff* et des commentaires qu'il fait sur les patients, l'évolution est flagrante. Il faut dire que ces dix dernières années ont été très compliquées pour nous. On a tout vu. [En 2013,] par exemple, nous avons reçu une patiente enceinte de six mois [qui souhaitait se faire avorter]. Elle était jeune, célibataire, et avait été violée. Or, à ce stade de la grossesse, ce n'était pas possible, et les résidents étaient radicalement contre l'interruption thérapeutique de grossesse. La loi prévoit pourtant qu'en cas de trouble mental pour la mère ou pour l'enfant, on est en droit d'y avoir recours. Il a fallu leur faire la guerre pour essayer de le leur faire comprendre ! De plus, en psychiatrie, nous sommes sectorisés : cette jeune fille, issue d'un milieu très modeste, était dans le secteur de Siliana. Elle avait donc, dans le service, des personnes de son environnement, et il fallait cacher la grossesse aux patients qui étaient là. Heureusement qu'elle n'avait pas un ventre apparent ! Elle ne s'était pas aperçue [de sa grossesse]. Elle avait des nausées, des vomissements, mais elle a continué à avoir ses règles. Une soirée avec une copine à Sousse, et les choses se sont ainsi faites. C'était très difficile, alors qu'avant 2011, c'était plus simple.

[...] On a des évolutions positives, mais aussi négatives. Aujourd'hui, j'ai l'impression que les choses sont en train de s'amender, d'évoluer.

On parle beaucoup de LGBTQI avec les résidents, il n'y a plus de tabous. Personnellement, à un moment donné, je n'acceptais pas vraiment les médecins qui portaient le voile dans le service. Pour moi, en psychiatrie, on doit être asexué et ne pas avoir de religion. [...] [Après 2011,] on a eu une flambée du nombre de personnes voilées. [...] Puis les femmes se sont dévoilées, et d'une façon extraordinaire ! On a revu des beautés, elle se sont même dévoilées psychiquement ! On a entendu des choses extraordinaires sortir de leur bouche. Je pense qu'il faudra du temps pour analyser ces dix dernières années.

FC : Je rebondis sur le fait que je trouve que la jeunesse d'aujourd'hui est extraordinaire. Nos étudiants ne sont pas ceux d'avant, ils sont très ouverts sur le monde. Certes, il y a de tout, certains sont un peu plus radicaux que ce qu'on pouvait imaginer il y a vingt ans. C'est la liberté, ou la mondialisation, comme vous voulez. Mais un grand nombre de jeunes s'investissent dans les associations, s'intéressent à beaucoup de choses et amènent des sujets pour leur thèse qui sortent un peu des sentiers battus : l'immigration des jeunes médecins, les questions qui touchent aux droits de l'homme, à la torture... On a tout vu. Beaucoup de sujets font maintenant l'objet de thèses de médecine. C'était aussi le cas auparavant, mais il me semble qu'aujourd'hui les jeunes s'ouvrent sur les sciences humaines, et essaient justement de trouver des passerelles avec de nouveaux sujets. C'est extraordinaire. Quelque chose s'est passé depuis 2011. C'est certain.

AB : Dans la recherche, les choses évoluent, mais lentement. Il y a de nouveaux sujets, de nouvelles spécialités qui s'intéressent à des questions liées aux rapports hommes-femmes. La psychiatrie, c'est quand même la spécialité la plus proche des sciences humaines. [...]

KB : Est-ce qu'un plus grand nombre de jeunes choisit aujourd'hui la psychiatrie ? La spécialité fait-elle moins peur ?

AB : Oui. Car cette spécialité rapporte beaucoup d'argent si l'on s'installe dans le privé. Ce n'est pas notre cas !

FC : C'est maintenant la chirurgie qui est choisie en dernier, parce que la médecine s'est féminisée, et c'est la chirurgie qui souffre de ne pas avoir assez de candidats. Pour la psychiatrie, il faut maintenant être très bien classé, ce qui n'était pas le cas il y a vingt ans.

RG : Le problème est que nous formons des psychiatres pour la France et pour l'Allemagne. Ils devraient nous payer [rires]. Cette année, 27 étudiants ont eu la spécialité et ont terminé leur cursus. Parmi eux, dix sont partis en France.

FC : Ils sont même plus nombreux, en général. C'est à peine si nous parvenons à remplacer ceux qui partent à la retraite.

AB : C'est déprimant de les voir partir ainsi [...].

FC : On a fait des formations de santé mentale ces dernières années. L'idée était de les généraliser. Il y a eu notamment le programme « *Essaha Aziza* »²⁰, et bien d'autres pour ceux qui sont déjà en exercice. Mais le plus important est que les résidents en médecine de famille font désormais six mois au sein d'un service de psychiatrie, ce qui est fondamental. On continue bien sûr de former les médecins généralistes avec des EPU [enseignements post-universitaires], des CEC [certificats d'études complémentaires] et des formations organisées. Mais le plus important est que le futur médecin de famille, depuis la réforme, fait obligatoirement de la psychiatrie dans son cursus [...].

RG : En médecine du travail, des travaux se sont penchés sur la violence en milieu professionnel.

AB : Il y a une thèse de médecine là-dessus.

RG : [...] Nous avons dernièrement présenté une communication sur les violences en milieu

professionnel : en 2009, il y a eu, je crois, 277 cas de violence en milieu professionnel à l'échelle nationale ; en 2021, c'était de l'ordre de plus de 2 000. Déclarés. [...] L'anarchie qui se produit au niveau politique entraîne une anarchie au niveau des structures de soin. [...] La violence a augmenté.

AB : Je serais prudente par rapport aux chiffres. Pour les violences faites aux femmes, on annonce très fréquemment une augmentation. Et c'est très probablement le cas. Mais nous devons aussi tenir compte du fait que les femmes signalent, que la parole s'est libérée. On reconnaît bien plus la violence, on sait désormais que tel acte est inacceptable, et on sait à qui en parler. Facebook aussi rend l'information plus accessible. [...] Mais la

violence existe partout, dans la famille, dans le milieu du travail, dans la rue, etc. Pour moi, ce milieu est autant pourvoyeur de violences que les autres. Et parfois, la violence n'est pas déclarée. Pour l'accréditation de la [Faculté de médecine](#), il y avait une clause particulière : il fallait qu'il y ait une cellule d'écoute des violences faites aux femmes. Cela m'a fait plaisir. C'était une chose nécessaire. À la [Faculté](#), nous avons donc une cellule d'écoute, mais tous problèmes confondus pour les étudiants. Là, ils voulaient que ce soit quelque chose de spécifique.

*Propos recueillis par
Kmar Bendana et Khaoula Matri*



Ahlem Belhaj (1964-2023)

Par cette contribution, nous rendons hommage à l'intellectuelle militante qui a œuvré pour la cause des femmes.

20. « *Essaha Aziza* », programme d'appui de l'Union européenne au secteur de la santé en Tunisie depuis novembre 2021, se donne pour mission « d'améliorer la qualité des soins, l'accessibilité des équipements, l'organisation des établissements et le pilotage de la santé ».

Fatma Oussedik à l'IRMC. Parcours d'une sociologue algérienne

Dans le cadre du cycle « Chercheuses et féministes », Fatma Oussedik, professeure de sociologie à l'Université d'Alger, expose lors d'un entretien à l'IRMC les étapes de son parcours universitaire, depuis ses premiers travaux jusqu'à ses années d'enseignement. Elle raconte son engagement féministe et son expression dans le monde universitaire.

As part of the "Researchers and feminists" series, Fatma Oussedik, professor of sociology at the University of Algiers, talks to the IRMC about the stages in her academic career, from her early work to her years as a teacher. She talks about her commitment to feminism and its expression in the academic world.

في إطار دورة "الباحثون والحركات النسوية" تطرح فاطمة أوسيديك أستاذة علم الاجتماع في جامعة الجزائر، خلال مقابلة أجريت معها بمعهد البحوث المغاربية المعاصرة، تطرقت إلى مراحل مسيراتها الجامعية انطلاقاً من أعمالها الأولى إلى سنوات التدريس وهي تتحدث عن التزامها النسوي والتعبير عن نفسها في الأوساط الأكاديمية.

Introduction

Fatma Oussedik (FO) : Ma carrière dans l'enseignement supérieur et la recherche a débuté en 1976. J'ai commencé comme assistante stagiaire, puis connu tous les statuts jusqu'à celui de professeure des universités. Pour ce qui est de la recherche, j'ai été recrutée comme chercheuse à la création du [Centre de Recherche en Économie appliquée pour le Développement \(CREAD\)](#) par son directeur, Monsieur Abdellatif Benachenhou, qui avait été mon professeur à l'Université d'Alger. Après une expérience de chercheuse dans une équipe d'économie rurale, avec une première publication sur les comportements et les aspirations des paysans de la Révolution agraire¹, le directeur m'a invitée à diriger une équipe sur le thème « Femmes et fécondité ». Cette recherche a fait l'objet d'un ouvrage publié à Alger, au [CREAD](#). Ensuite, j'ai décidé de faire une thèse ayant pour objet les liens entre femmes et identité, après un magistère à Alger sous la direction de Claudine Chaulet [...] sur les femmes, ou plutôt sur la culture des femmes². Il me fallait trouver un directeur de recherche, et où soutenir. Je souhaitais soutenir à l'étranger parce que, pour bénéficier d'une inscription dans l'espace universitaire algérien, l'une des

conditions incroyables était d'advenir à l'étranger, pour enfin être adoubé à l'intérieur. Si tu n'as pas fait la démonstration que les étrangers te reconnaissent, et si tu soutiens des thèses locales, quelle que soit la qualité de la thèse, tu n'as pas vraiment de reconnaissance. D'autre part, s'agissant du féminisme, j'étais déjà une militante visible. Nous avons créé à Dakar, avec le soutien du [Codesria](#)³ de Samir Amin, en compagnie d'Aminata Traoré, Zenebework Tadesse, Fatima Mernissi, Nawel Saadaoui et Marie-Angélique Savané, l'[Association des femmes africaines pour la recherche et le développement \(AFARD\)](#). J'étais donc déjà dans une réflexion décoloniale. La création de cette association remonte à 1976. Il s'agit d'une année importante pour moi. En effet, c'est à cette période que je renoue avec Tunis, où j'avais passé cinq années durant la Guerre de libération algérienne, avec mes parents. Il y avait un lieu exemplaire, le Club Tahar Haddad, dirigé par une personnalité exceptionnelle, Madame Jalila Hafsia. Il s'agissait d'un espace où tous les intellectuels, les militants, notamment du Maghreb, se retrouvaient et échangeaient librement.

Nourrie dès l'enfance, pourrais-je dire, de cette culture décoloniale et d'un attachement à l'idée



Fatma Oussedik lors de la 4^e séance du séminaire « Chercheuses et féministes » le 8 février 2023, au siège de la Direction générale de la recherche scientifique, à Tunis. © Afef Toumi/IRMC

du Maghreb, je ne souhaitais pas soutenir ma thèse en France, parce que je considérais que les Français avaient *une représentation* des femmes algériennes, en un mot qu'il existait des enjeux entre la France et l'Algérie qui m'empêcheraient de parvenir à un niveau scientifique que je souhaitais satisfaisant et élevé, de sorte que ma formation soit de qualité. Je souhaitais être vigilante. Je me suis donc inscrite à l'[Université catholique de Louvain](#), où j'ai eu la chance d'avoir comme directeur de recherche le président du Conseil scientifique de l'[UCL](#). On vient devant la commission, on présente son projet et un membre du comité s'engage à vous accompagner. Il s'appelait Paul Ninane et a été formidable.

Kmar Bendana (KB) : C'était un sociologue ?

FO : Un anthropologue, avec une carrière et une histoire personnelle extraordinaires. [...] C'est donc dans le département d'anthropologie que j'ai soutenu cette thèse, intitulée *L'identité féminine à Alger*⁴, qui a fait l'objet d'un ouvrage à Bruxelles aujourd'hui épuisé. C'est l'un des

premiers travaux sur les femmes dans nos pays, d'un point de vue universitaire. Et cette thèse m'a conduite à un certain nombre de réflexions sur les identités humaines, les identités sociales, les idées politiques, la façon dont on construisait une identité, comment on advenait comme sujet, [...] comme sujet social. [...] Au terme de cette thèse, j'ai bien compris deux choses : que cela pouvait d'abord être une impasse par effet d'assignation, et qu'il n'y avait pas *une*, mais *des identités*, et qu'elles étaient mobiles.

C'est comme cela que j'ai été introduite à la question des institutions. Comment advient-on ? Qu'est-ce que la sociologie et l'anthropologie pouvaient apporter à la compréhension des identités, si ce n'est les formes d'institutionnalisation du réel ? J'ai alors suivi, durant une année à [la Sorbonne](#), le séminaire de Pierre Legendre, anthropologue du droit. Il tenait son séminaire à la même heure, le même jour (le mardi), et dans la même salle que Marcel Mauss. Je suis donc arrivée à ces interrogations et à ce moment-là, dans mes recherches, j'ai considéré que les femmes

1. OUSSEDIK Fatma, 1976, *La décision économique dans les coopératives de la révolution agraire*, diplôme d'études approfondies (DEA) de l'Université d'Alger.

2. OUSSEDIK Fatma, 1986, *Quelques aspects des identités féminines d'Alger*, magistère de l'Université d'Alger.

3. *Council for the Development of Social Science Research in Africa*.

4. OUSSEDIK Fatma, 1996, *L'identité féminine à Alger*, thèse de sociologie de l'Université catholique de Louvain (UCL), sous la direction de Paul Ninane.

étaient dans une situation de subalternité, mais pas seules. Qu'elles appartenait à ce que je considérais comme une « minorité politique », et qu'il existait d'autres minorités politiques, dans le pays mais pas seulement. Il me fallait comprendre le fonctionnement de l'État depuis ses marges.

J'ai alors décidé de travailler sur les ibadites du Mزاب ! Et à ce moment-là, j'ai vraiment changé, y compris de méthode. J'ai beaucoup travaillé sur l'approche de Norbert Elias à travers ses travaux tels que *La société de cour*⁵ ou encore *La civilisation des mœurs*⁶. J'ai aussi découvert, avec enthousiasme, les ouvrages de Mary Douglas, tels que *De la Souillure. Essai sur les notions de pollution et de tabou*⁷, ou *Comment pensent les Institutions*⁸. Je dis « découvert » car, durant dix ans, plongée dans le processus d'arabisation de l'enseignement de la sociologie, j'avais été éloignée des débats en cours dans la littérature scientifique francophone et anglophone. À cette étape, j'ai donc choisi dans un premier temps d'élargir mes connaissances, ce que j'ai fait durant une année entière. J'ai ensuite repris mes recherches en m'appuyant, pour comprendre le fonctionnement institutionnel de la population ibadite du Mزاب, sur les *Ittifaqat*, qui sont des conventions qui existent depuis des siècles et que l'on retrouve encore aujourd'hui. Il s'agit de conventions conclues au sein d'une communauté et qui organisent la vie sociale, puisque l'interrogation restait pour moi : « Comment institutionnalise-t-on le réel ? » J'ai travaillé sur cette question, en la rapportant à l'évolution historique du groupe, et à ce qu'il était devenu. Je voyais comment les normes et les règles de conduite se reproduisaient ou ne se reproduisaient pas. Ce travail m'a été d'un grand apport méthodologique, parce qu'il m'a montré les liens entre les archives, les entretiens et les observations de terrain. J'ai alors soutenu une habilitation à

diriger des recherches à l'Université Paris 7, alors à Jussieu, sous la direction de la professeure Sonia Dayan-Herzbrun. Cet épisode est intéressant car je n'envisageais pas d'enseigner en France. J'ai compris, en me questionnant, qu'il s'agissait pour moi d'accomplir un parcours professionnel et académique qui me place à égalité avec mes interlocuteur-ric-e-s occidentaux-ales. Des restes d'une situation coloniale ? En finir avec le statut d'indigène ?

KB : Ces archives étaient-elles conservées au Mزاب ?

FO : Oui, parce qu'il y avait des présidents d'assemblée qui les conservaient. J'en ai retrouvé certaines dans des ouvrages, dont celui du doyen Zeyn de la Faculté de droit d'Alger [...] qui était un recensement d'*Ittifaqat* ; je les ai complétées par d'autres textes que j'avais pu trouver sur le terrain, ou qui avaient été publiés dans des revues. Il y avait en particulier une école polonaise qui avait beaucoup travaillé sur ce terrain, [...] et qui avait même créé une revue en Pologne [...]. Mais je ne trouvais pas l'ensemble des numéros de cette revue ! C'est à l'occasion d'un voyage scientifique et d'une invitation à Harvard que j'ai trouvé toute la collection à la bibliothèque de l'Université. J'ai alors amélioré mon approche méthodologique. Mais je suis revenue à l'Algérie du Nord parce que travailler sur le Sud suppose de gros moyens scientifiques, des moyens matériels du moins, auxquels l'Université et la recherche algériennes ne m'ont jamais donné accès. À chaque fois, la réponse à mes demandes était : « La majorité de la population est sur le Nord : contente-toi d'étudier le Nord ! » Pour moi, cela reste une frustration, je n'ai jamais tout à fait pu élargir mes réflexions au Sud, et je suis donc toujours (excepté cette année dans le Mزاب) restée dans l'Algérie du Nord.

J'ai conclu de mes travaux antérieurs que l'horizon des femmes, c'était la famille, qu'il me fallait comprendre la société à partir de ce qui se déroulait dans la famille, qui est une institution. J'ai considéré qu'il fallait l'étudier avec ce type d'instrumentation théorique et méthodologique. J'ai voulu comprendre « comment pense » cette institution en Algérie, comment « on fait famille ». Après la publication de l'ouvrage sur le Mزاب, *Relire les Ittifaqat*⁹, j'avais conduit une première étude qui a fait l'objet d'une publication, *Raconte-moi ta ville*¹⁰, qui avait pour objet d'approcher l'espace urbain dans lequel je travaillais. Tout cela, c'est un peu de la préparation à l'ouvrage *Avoir un ami puissant*¹¹, que je suis venue présenter chez vous.

KB : Tu es passée du rural à l'urbain et des hommes aux femmes !

FO : À la famille ! Dans mes objets de recherche, c'est à la famille que je suis passée. J'ai analysé le rapport des individus à la campagne, puis à la ville, en partant du principe que l'espace est structurant. J'en ai fait une publication, *Raconte-moi ta ville*, à partir d'enquêtes, de catégories diverses dans la ville, d'artistes de différentes pratiques, pour comprendre quelle ville les sujets avaient dans la tête, quels itinéraires, quelles pratiques, quelle formation ils y avaient reçus. Je me suis ensuite attaquée au « gros morceau », et dirigé une grande équipe au CREAD, très multidisciplinaire (démographes, statisticien-nes, économistes, sociologues, anthropologues, etc.) sur les « mutations familiales en milieu urbain ». En effet, entre mon étude de 1988 sur « Femmes et fécondité » et celle commencée en 2008, j'avais bien vu que la société avait changé, qu'il s'était passé beaucoup de choses, que les familles avaient changé. La ville a été le théâtre de ces mutations car la société a connu une urbanisation rapide qui a pesé sur « les aspirations et les comportements » des Algérien-nes comme sur leur statut. Si je voulais comprendre les changements sociaux, à l'intersection entre une sociologie des



institutions, une sociologie du changement social et une sociologie de la famille, c'est de cette intersection que je devais parler. J'ai conduit cette équipe, qui a fait l'objet d'une première publication sur douze villes d'Algérie du Nord : des grandes métropoles, des villes moyennes et des petites villes. [...] C'était d'abord une enquête quantitative. Le questionnaire a concerné 6 000 personnes, 1 200 familles. Nous avons édité cette première publication collective, « Mutations familiales en milieu urbain »¹² au CRASC, à Oran, dans le cadre des Programmes nationaux de Recherche (PNR). Ensuite, j'ai souhaité tirer le « suc » de cette étude, à partir d'un repliement sur une approche plus théorique de la famille et des mutations familiales. Cela a fait l'objet d'une seconde publication, « Penser les structures familiales en Algérie »¹³, au CREAD.

5. ELIAS Norbert, 1969, *Die höfische Gesellschaft*, Francfort-sur-le-Main, Suhrkamp.

6. L'ouvrage paraît une première fois à Bâle en 1939, sous le titre *Über den Prozeß der Zivilisation: soziogenetische und psychogenetische Untersuchungen (Sur le processus de civilisation : recherches sociogénétiques et psychogénétiques)*. Il sera ensuite traduit en français et édité en deux volumes : *La civilisation des mœurs* (1974) et *La dynamique de l'Occident* (1975), traduits de l'allemand par Pierre Kamnitzer.

7. DOUGLAS Mary, 1966, *Purity and Danger: An Analysis of Concepts of Pollution and Taboo*, Londres, Routledge. La version française paraîtra à Paris en 1971.

8. DOUGLAS Mary, 1986, *How Institutions Think*, Syracuse, Syracuse University Press. L'ouvrage sera publié en français en 1999 aux éditions La Découverte (Paris).

9. OUSSÉDIK Fatma, 2007, *Relire les Ittifaqat. Essai d'interprétation sociologique*, Alger, ENAG éditions.

10. OUSSÉDIK Fatma, 2008, *Raconte-moi ta ville. Essai sur l'appropriation culturelle de la ville d'Alger*, Alger, ENAG éditions.

11. OUSSÉDIK Fatma, 2022, *Avoir un ami puissant. Enquête sur les familles urbaines, Alger-Oran-Annaba*, Alger, Koukou éditions.

12. OUSSÉDIK Fatma, 2017, « Mutations familiales en milieu urbain en Algérie », *Raison présente*, vol. 3, n° 203, p. 73-84.

13. OUSSÉDIK Fatma, BOUSSAÏD Khadija, MERABET Imen, KENNOUCHE Tayeb, MERAH Amina, 2017, « Penser les structures familiales en Algérie », rapport, Alger, CREAD.

Ensuite est arrivé un conflit, qui était latent depuis longtemps, entre la direction générale de la recherche et les chercheur·es de ma génération (qui étaient en majorité professeur·es d'université tout en faisant partie du **CREAD**, et encadraient des jeunes), sur la conception de l'économie. Nous partagions une conception où l'économie était une science sociale. Le directeur général de la recherche, qui était physicien et ne s'était entouré que de chercheur·es de sciences exactes, considérait que l'économie était une science exacte, évitant ainsi les débats, notamment de politique économique. Il a, dans ce but, changé fréquemment les directeurs du centre devenu le **CREAD**, ce qui n'est pas anodin... Il leur a demandé à tour de rôle de nous évacuer, de nous exclure. Plusieurs d'entre eux, qui avaient à mon avis une conception plus scientifique de l'économie, moins utilitaire, moins centrée sur les modèles économiques, avaient refusé de nous renvoyer. En effet, il s'agissait aussi de se séparer d'une mémoire et d'une connaissance pointue des politiques agraires, énergétiques, de population, etc. De notre côté, nous ne cédions pas sur notre conception de la recherche et de l'économie. Le directeur général a fini par trouver l'homme idéal, un directeur du **CREAD** qui a mis, sans ménagement, nos cartons devant la porte. Un an auparavant, j'avais pour ma part averti ce monsieur que je prendrais ma retraite au mois de décembre, soit le mois suivant. Il a cru ainsi nous humilier, nous qui avons porté ce centre depuis sa naissance et formé des générations de chercheur·es.

KB : C'était en quelle année ?

FO : 2017, 2018... Je rentrais de l'**Université Johns-Hopkins**, où nous avons été magnifiquement reçu·es avec mon équipe de recherche pour rendre compte de nos travaux. Je trouve alors mon carton, avec toutes mes affaires, dans le hall du **CREAD**, ainsi que les cartons de dix-neuf autres professeur·es d'université ! Ils avaient recruté cinquante jeunes statisticien·nes, ils ne s'étaient pas posé la question de leur encadrement [...], ni du relais et de la transmission. Ils nous avaient renvoyé·es avec un manque de respect évident, une brutalité...

[...] Je disais précédemment que j'avais conduit une carrière d'enseignante sur la recommandation de Abdellatif Benachou, et que j'avais enseigné en langue française jusqu'au moment où, en 1982-1984, fut décidée l'arabisation des sciences sociales. J'étais vraiment francophone, comme je l'ai dit au début, de par ma formation, de par mon histoire personnelle ; de surcroît, dans la recherche, nous n'avions jamais travaillé qu'en français. Il y avait donc ce clivage entre

l'Université et la recherche qui faisait dire à certain·es de nos collègues arabisant·es – parce qu'il y avait auparavant deux sections, une francophone et une arabophone : « Vous avez constitué une aristocratie de la recherche ». Car nous avions, par nos publications, un niveau de reconnaissance sociale qu'ils et elles n'arrivaient pas à atteindre, parce qu'ils et elles étaient entièrement pris par leurs tâches d'enseignement et que le lectorat arabophone était faible. À ce moment, je me suis dit : « Je ne suis pas professeure de français, je suis professeure de sociologie ». Il n'y avait donc pas de raison que je quitte l'Université ! Beaucoup de collègues l'ont fait, car ils ou elles ne pouvaient plus enseigner en français.

Nous avons donc suivi des formations en arabe, et j'ai enseigné en arabe. Cela a été pour moi un travail de titan jusqu'à la retraite. Il fallait faire son cours en français, le traduire en arabe, l'apprendre par cœur, chercher les termes dans les dictionnaires, demander à des collègues, et ensuite venir devant les étudiant·es en acceptant d'avoir une fragilité linguistique. [...] Il y avait de plus une police idéologique avec laquelle il fallait compter et, bien qu'ayant fait cet effort, étant donné que j'ai continué d'écrire en français, j'étais quand même dans la catégorie dont on se méfiait, parce qu'un peu « *hizb França* » [partisan de la France], il y avait des étiquettes comme cela. Pour eux, si l'on était reconnu, ce n'était pas parce qu'on avait réalisé des travaux, c'était parce qu'on s'exprimait en français ! Il y avait toujours cette suspicion, cette espèce de mise à l'écart de l'administration et des collègues qui n'étaient qu'arabophones, qui n'étaient pas bilingues. C'était une façon de discréditer notre travail [...]. On entendait par ailleurs : « Ils ne travaillent tout simplement pas, ils se contentent de connaître l'arabe » ! J'observais donc une faible reconnaissance de l'effort intense consenti.

Je ne pouvais pas arabiser *seulement* la langue, il fallait aussi arabiser les contenus. [...] Ainsi, étant en charge d'un cours d'épistémologie (une discipline pour laquelle j'ai une passion), j'ai lu Mohamed Abdel Jabiri et les grands auteurs en langue arabe, et tenté des démarches comparatives comme une mise en lien avec Bachelard ou des gens proches. Mais on a supprimé le cours d'épistémologie, parce qu'il donnait trop à penser, et on en est venu à une sociologie plus utilitaire, rurale, industrielle, du travail, démographique... J'ai donc perdu mon cours d'épistémologie, et je suis passée à la sociologie urbaine. Heureusement, après avoir navigué entre les mouvements des populations en ville et la culture urbaine, j'ai fini par avoir un cours d'institutions urbaines, ce qui m'a permis de rejoindre mes préoccupations de chercheure.

Alger, marché de Bab El-Oued, 1962.
© Judaicalgeria



À l'Université, j'ai aussi été confrontée à une double relégation, notamment pendant les premières années : de francophone, nous l'avons vu, mais aussi de femme. La majorité des femmes finissaient par occuper des postes d'administration, et peu restaient vraiment dans les fonctions d'enseignement. En tout cas, quand elles assuraient des cours, elles n'avaient pas de temps pour la recherche. Je passais mon temps à me disputer, à sermonner mes étudiantes en thèse, à leur dire : « N'acceptez pas de postes d'administration ! » Comme elles se mariaient et avaient des enfants, et comme l'administration donnait des horaires fixes, alors que la recherche n'a pas d'horaires, elles allaient plus facilement vers les postes administratifs... en plus d'une visibilité, d'une espèce de reconnaissance lors des réunions de ministères. Il y avait aussi pour elles la possibilité de faire la jonction avec l'administration, les gens qui ont le pouvoir à l'Université, qui décident des carrières, des détachements, des congés scientifiques, etc. Beaucoup ont donc pris des postes d'administration au détriment de leurs carrières de professeures. Fort heureusement, avoir été professeure à l'Université, avoir été à la [Maison des Sciences de l'Homme \(MSH\)](#) à Paris, puis invitée dans des Universités de renom, avoir été traduite dans plusieurs langues et publiée dans plusieurs pays, a fait qu'on a par la suite eu un rapport avec moi tel que, par respect, *on ne me parlait pas de mes travaux* ! Ça, c'est la conduite machiste par excellence à l'Université. Je peux citer sur les doigts de la main les collègues qui vous considéraient comme des collègues, notamment un qui a hélas disparu, un grand intellectuel algérien qui a été ministre de l'Enseignement. C'est Djilali Liabes, qui a été assassiné dans les années 1990. C'était un ami, directeur du [CREAD](#) à un moment. Il était le seul à pousser ma porte pour parler des articles que j'avais pu écrire, pour me donner son point de vue. Il y a eu quelques hommes, même s'ils sont peu nombreux, qui ont été de parfaits collègues durant toute ma carrière. Mais il y en a d'autres qui, quand vous devenez cheffe

d'équipe, toisent les assistant-es qui sont avec vous. Si vous n'êtes pas féroce, vous êtes tout de suite *reléguée à votre statut de femme*. Il m'a fallu un niveau de conscience très élevé des enjeux qui me venaient de tout le parcours dont je vous ai parlé¹⁴, d'abord de mon parcours de militante féministe dans le mouvement associatif, de mes engagements politiques, de la force et de la légitimité que pouvait me donner l'international, pour que je puisse m'opposer à l'administration, à mes collègues hommes, à mes assistants, aux gens qui travaillaient avec moi. Le plus souvent, à l'Institut de Sociologie, j'avais des assistantes, mais quand c'était un homme, il se prenait pour l'artiste de la place ! J'étais donc contrainte de lui dire : « Tu n'autorises pas les étudiants à

t'appeler par ton prénom, tu ne te conduis pas comme cela en cours », etc. Et il était toujours choqué : « Comment ! qu'est-ce que c'est que cette femme qui vient s'adresser à moi en ces termes ? » Je lui donnais donc un polycopié au début de l'année pour lui dire : « Voilà la démarche ». Vous voyez ! C'est pour cela que je suis restée féministe toute ma vie, dans mon militantisme qui se déroulait parallèlement à ma carrière de chercheuse et d'enseignante.

KB : Dans tes enseignements de sociologie urbaine, où tu as dû renoncer à l'épistémologie, est-ce que tu as vu chez tes étudiant-es un intérêt se marquer pour les questions liées aux femmes ou au féminisme dans les choix des sujets ?

FO : Absolument. Bien qu'étant connue comme féministe et comme chercheuse, je n'ai jamais voulu créer un « master genre » ou un « master femme ». J'ai toujours considéré que si la question des femmes avait un intérêt, c'était sur tous les champs de la réflexion du social, parce que les femmes faisaient partie de la vie et des sociétés. À chaque fois, la question « femme » advient parce qu'on est dans la réalité sociale. Aujourd'hui, je peux me satisfaire du fait qu'au [CREAD](#), par exemple, y compris malgré les difficultés rencontrées ces dernières années, dans toutes les équipes, la question des femmes est présente. Dans toutes les publications [aussi], elle est présente, qu'il s'agisse des femmes dans l'agriculture, des

4^e séance du séminaire « Chercheuses et féministes », le 8 février 2023, au siège de la Direction générale de la recherche scientifique à Tunis. De droite à gauche : Fatma Oussedik, Yamina Mathlouthi, Fatma Boufenik et Khaoula Matri.
© Afef Toumi/IRMC



14. Dans une autre séquence de l'entretien non retranscrite ici, Fatma Oussedik développe le récit de son enfance marquée par la guerre d'Algérie et l'expatriation.

recherches sur le harcèlement sexuel au travail (pas sur les femmes directement), etc. [...] J'ai eu à diriger ou à être membre du jury de nombreuses thèses et publications sur cette question-là à l'échelle nationale. Ce n'est plus une question mineure dans les sciences humaines et sociales et en sociologie. Elle fait partie des préoccupations intellectuelles telles qu'elles sont conduites dans toutes les équipes [...].

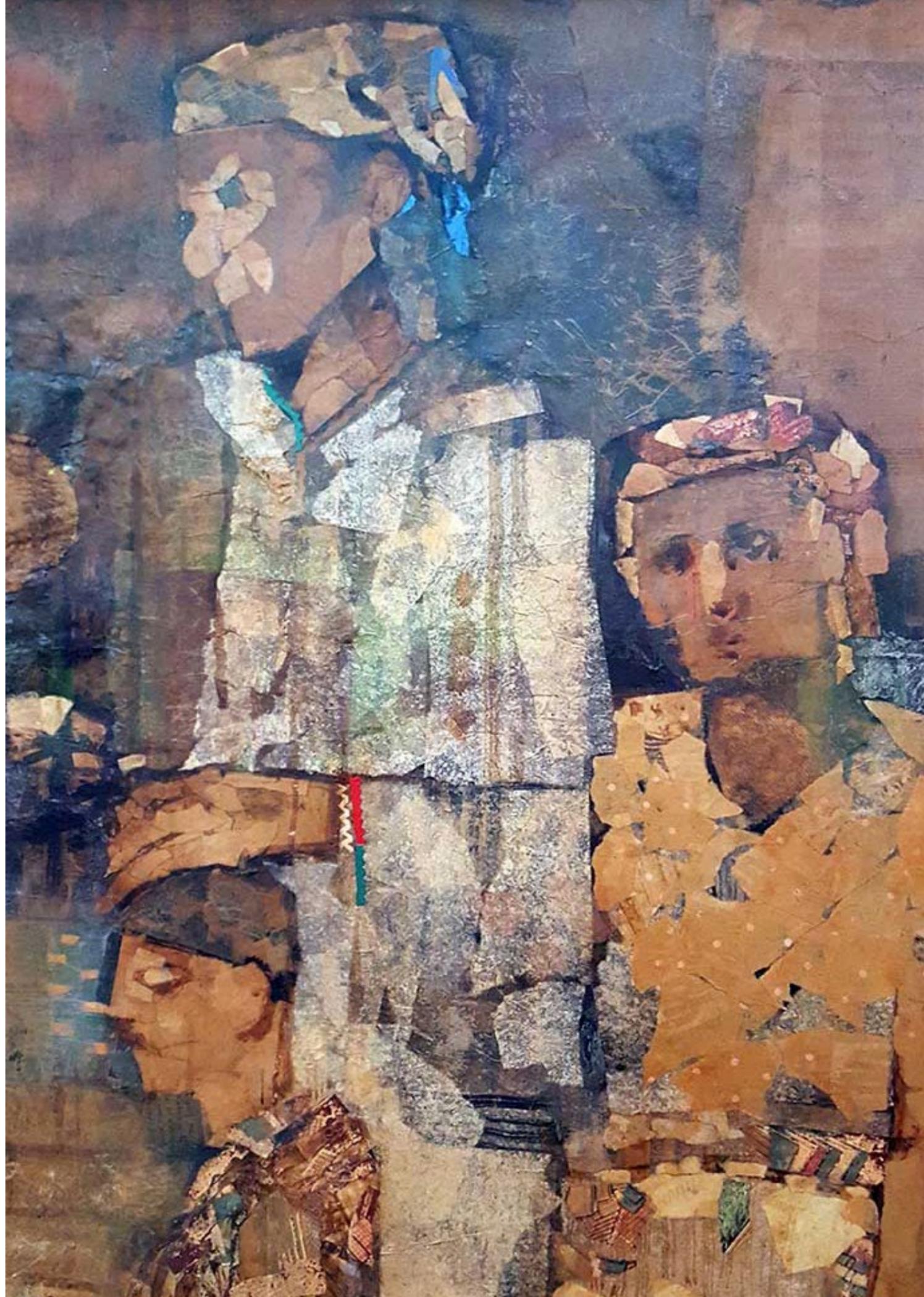
J'ai eu des étudiantes et des étudiants, et j'avoue que malgré mes faiblesses en arabe, j'ai toujours eu un excellent rapport avec elles et eux, et jusqu'à présent je les retrouve dans la vie sociale. Ils et elles ont encore une très grande affection pour moi [...]. [Mais] j'ai eu quelques débats avec mes étudiantes, parce que, bien sûr, le mariage et la famille restent encore l'horizon principal des Algériennes. Cela tend à disparaître, puisqu'il y a le célibat définitif qui apparaît, mais il y a aussi des femmes qui parviennent à être cheffes d'entreprises, qui travaillent, qui ont une vie politique, des cheffes de partis, des syndicalistes... des femmes pour lesquelles le seul horizon n'est pas la famille. Mais la société et le discours moral offrent cet horizon-là, et j'ai quelquefois eu des étudiantes en thèse de niveau doctoral qui me disaient : « Je me marie ». Alors je répondais : « Oui... et qu'est-ce qu'il fait ? – Il est vigile ». [...] Les chiffres montrent l'importance des filles à l'Université. Les garçons s'inscrivent, mais n'assistent pas nécessairement aux cours. Ils s'inscrivent pour échapper au service militaire, ils traînent dans les couloirs, ils ont un *business* à côté, vendent des téléphones, font des petits travaux, parce qu'ils ont besoin d'argent. Les filles s'inscrivent pour rester plus longtemps dehors, parce qu'en sociologie, nous avons beaucoup de filles et de garçons qui viennent de milieux populaires où le contrôle social sur les filles est important, de peur qu'elles n'échappent au groupe par la formation. J'ai eu en effet des étudiantes qui étaient les premières à avoir eu leur baccalauréat dans leur quartier ou dans leur famille. Quand elles disent : « Je vais à l'Université », cela devient une sortie légitime. Et si elles arrêtent leurs études, ou si elles ne

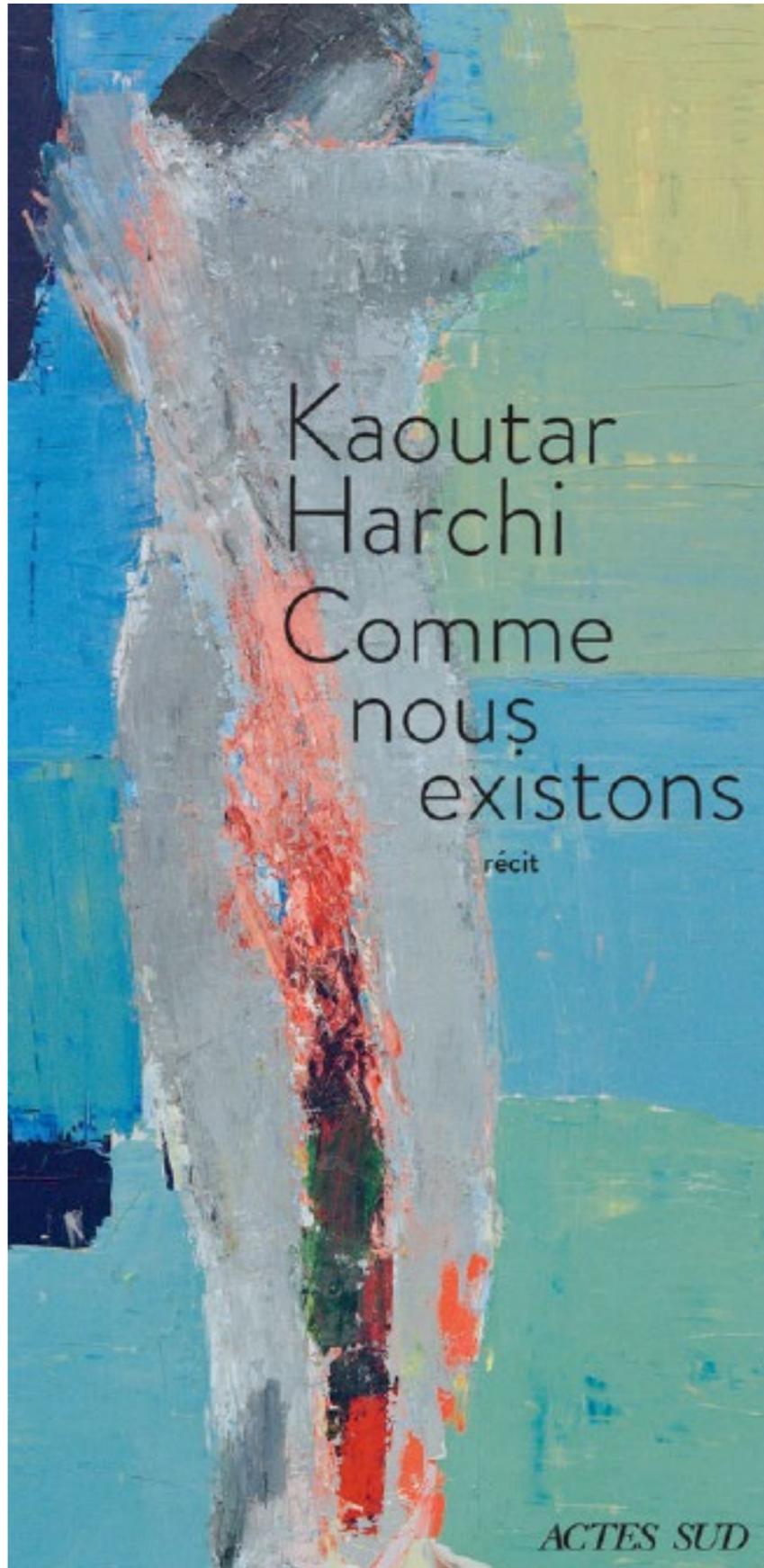
travaillent pas bien et sont obligées d'arrêter, elles sont contraintes de rester à la maison. Et elles pensent, elles aussi, que les opportunités de mariage sont plus prégnantes à l'Université que quand elles sont enfermées à la maison.

Toutefois, l'Université ne parvient plus à jouer le rôle qu'elle a eu pour ma génération, son rôle d'ascenseur social, parce que le plus grand nombre de chômeur-euses est constitué de diplômé-es de l'enseignement supérieur. On observe, de fait, une dévalorisation du savoir. On peut alors comprendre que les garçons aient peu d'intérêt pour l'Université, surtout dans ces disciplines. Et les filles sont orientées, on ne sait par quel miracle technologique (puisque c'est un ordinateur qui est chargé de l'orientation des étudiant-es sur la base de leurs notes au baccalauréat), massivement vers les sciences humaines et sociales... qui conduisent au chômage. On se retrouve donc à cette intersection où, quand elles veulent se marier – n'ayant pas de capital social car elles n'appartiennent pas à des familles importantes – elles épousent des garçons qui, souvent, n'ont pas le même niveau d'instruction qu'elles. Je leur dis toujours : « Au secours ! » Elles répondent : « Non ! il est fier, il respecte mon travail ». Je réplique : « Ça va, mais demain ? dans trois mois ? dans six mois ? [...] Il va te dire que ce n'est pas parce que tu as été en faculté que tu peux te permettre de parler comme cela ». Sa mère dira : « Qu'est-ce que c'est que cette femme qui travaille ? » [...]

Mais au fil des années et de l'expérience, j'ai fini par comprendre quelque chose : que les femmes, d'après ce que je savais et ce que j'avais observé, étaient stratégiques, et qu'en réalité ces mariages leur permettaient de quitter le domicile familial, d'avoir un enfant, et éventuellement de divorcer après trois ans, et d'avoir leur liberté. Elles devenaient autonomes par rapport à leur milieu. C'est à partir de là qu'elles commençaient réellement à construire.

*Propos recueillis par
Kmar Bendana et Khaoula Matri*





Comme nous existons de Kaoutar Harchi, entre recherche et création

Cet article propose un compte-rendu de *Comme nous existons*, paru en 2021 aux éditions Actes Sud. Il met en lumière la place qu'occupe la mémoire dans un récit à valeur de témoignage, la solidarité résultant d'expériences de discrimination que subissent des groupes d'individus, et l'intérêt à la fois thérapeutique et performatif de l'écriture ici déployée.

The article reviews *Comme nous existons*, published in 2021 by Actes Sud. It highlights the place of memories in a narrative that bears witness, the solidarity that arises from the discrimination suffered by groups of individuals, and the therapeutic and performative value of the writing used here.

يقدم هنا المقال كتاب "كما نحن موجودون"، الذي صدر عام 2021 لمنشورات Actes Sud. حيث يسلط الضوء على المكانة التي تشغلها الذاكرة في قصة ذات شهادة وتعقيدات، التضامن الناتج عن تجارب التمييز التي تعاني منها مجموعات من الأفراد، والاهتمام العلاجي والأدائي للكتابة المنتشرة هنا.

Comme nous existons est un récit autobiographique écrit par Kaoutar Harchi, paru en 2021 aux éditions Actes Sud. L'ouvrage a fait l'objet d'une [présentation à l'Institut français de Tunisie \(IFT\) le 8 mars 2023](#), pour la Journée internationale des droits des Femmes, en présence de Kmar Bendana (historienne), Perrine Lachenal (anthropologue) et Cyrinne Douss (artiste et chorégraphe).

Situé entre deux genres, l'ouvrage emprunte à la fois à l'écriture littéraire et à la recherche en sciences humaines, plus particulièrement en sociologie. Kmar Bendana, en préambule de la rencontre, présente le profil de l'autrice, à la fois femme, écrivaine et sociologue, ce que reflètent la complexité du texte et les couches qui s'y superposent. L'analyse ici proposée questionne le récit littéraire comme expression d'engagement scientifique, notamment en matière de lutte pour l'égalité raciale, de genre et de classe.

« Dans la clarté des souvenirs inoubliés »

Un des aspects les plus saillants de l'écriture de Kaoutar Harchi est sa capacité à faire cohabiter récit autobiographique et recherche. Récit d'abord, car il s'agit bien de raconter son enfance dans « la ville d'S » auprès de ses parents, Hasnia et Mohamed, jusqu'à son déménagement à Paris pour y mener ses études. Pour ce faire, tout matériau est utile : elle se sert des objets, des films et des photographies, des postures et

des corps, des paroles et des non-dits qu'elle s'efforce de mettre à nu. D'entrée de jeu, l'ouvrage se place sous l'angle de la rétrospection, de l'histoire au sens premier du terme – celui de l'enquête.

Car pour l'autrice, il s'agit non seulement de démêler les fils de son histoire avec les archives dont elle dispose, mais aussi d'en défaire les nœuds et de dissiper le brouillard. Les premières pages de l'ouvrage en attestent : c'est en voyant ses parents « riant » devant le film de leur mariage que débute l'écriture, dans un processus visant à retracer les parcours et à rendre leurs noms aux visages devenus anonymes.

« À certains moments, l'image était floue, brouillée. Des hommes et des femmes dansaient sur les trottoirs, au seuil des maisons, devant les boutiques aux rideaux baissés, mais je ne parvenais pas à distinguer nettement leur visage » (p. 12).

L'ouvrage débute ainsi sous le signe de la fragilité de la mémoire, matière par essence incertaine. La litote des « souvenirs inoubliés » (p. 31) rend bien compte de cette instabilité inhérente aux « bribes » qui nous viennent du passé. De même, en visionnant des moments qu'elle n'a pas vécus, elle se place hors du monde de ses parents. La reconnaissance de leur altérité par rapport à son univers, qu'elle souhaite débarrassé des stigmates qu'ont subis les générations antérieures, jalonne l'ensemble de l'œuvre.

De l'« infra-résistance » à la résistance

« Écrire pour écrire était haïssable. [...] Ce n'est qu'au regard des conséquences que l'acte d'écrire était susceptible d'avoir sur ma vie que l'écriture m'apparut intéressante, utile, productive. [...] À l'âge de vingt ans, voici alors ce que j'ambitionnais [...]. Que l'écriture serve la vie plutôt que l'inverse. Que par l'écriture, d'une certaine manière, je devienne mon propre objet. Sujet et objet » (p. 127-130).

Au-delà du récit, l'autrice ne cache pas son ambition de mener, par l'écriture, une recherche sur elle-même. L'« acte d'écrire », expression récurrente dans le texte, est vécu comme une forme de résistance et d'engagement. Le contraste est clair avec l'« infra-résistance » de ses parents, « faite de plans, de ruses, d'astuces » pour qu'elle soit « là où il leur semblait qu'il fallait être » (p. 24). Par l'écriture, l'objectif de la narratrice est de venir à bout de la honte, et plus encore de développer un nouvel état de conscience dans son rapport au monde, pour en livrer un témoignage au service des enjeux plus vastes d'une condition partagée par toutes.

Au fil des chapitres, la narratrice dévoile les inégalités symboliques dont elle, et plus largement ses camarades d'école, ont fait l'objet. Citons à titre d'exemple les balades sur le bord de l'ill, « chemin bordé de pavillons » (p. 24) où la présence de la narratrice et de ses parents ne passe pas inaperçue. Elle évoque ainsi :

« [...] cette impression que nous n'étions pas véritablement à notre place, que, pour nous, rien n'était encore gagné, qu'au fond nous étions dépourvus de cette légitimité qui assurait à chacun le sentiment d'être chez lui » (p. 25).

À l'inverse, « les garçons blancs » de sa classe bénéficient d'une voie toute tracée, privilégiée : leur « place [...] est faite. Une place, et quelle place de choix » (p. 81). Le *leitmotiv* de la place exprime tout au long de l'ouvrage la difficulté d'être au monde, ce qu'annonce d'entrée de jeu son titre polysémique.

Soulignons la place primordiale qu'occupe l'école au sein de l'ouvrage. Ce lieu d'inclusion et de sociabilisation de l'enfant ne l'est plus que théoriquement, tant les relations qui s'y tissent (entre élèves et avec les professeurs) sont marquées par la violence. Et les démarches que multiplient les parents de la narratrice pour la soustraire aux « mauvaises fréquentations » et l'inscrire dans une école mieux réputée – en dépit de la législation stricte en la matière – n'y changeront rien. Là encore, l'« imaginaire de la résistance » que déploient ses parents ne suffit pas. Sans jamais le leur dire – de peur de décevoir leurs espérances, et d'éveiller en eux la honte dont elle-même peine à se départir, elle vit à l'école de douloureuses expériences de rejet fondées sur les stéréotypes de race et de genre. En classe, suite à la confiscation d'un Coran miniature offert par sa mère en guise de porte-bonheur, elle le dit sans détour :

« Les professeurs n'avaient jamais été des parents, et les élèves, des frères et des sœurs. Cette école était un espace mortifère où les riches se moquaient des pauvres, où les garçons harcelaient les filles, où les élèves valides frappaient les élèves handicapés, où le racisme sévissait chaque jour » (p. 51).

« Notre peau à toutes »

Le tableau qu'elle brosse de son premier trajet en bus, lors duquel des jeunes filles à « la peau blanche, douce, [au] teint uni, poudré, fini au pinceau » (p. 34) lui reprochent l'odeur de sa chevelure, est lourd de sens. Mais c'est à cette occasion que la narratrice se lie d'amitié avec

Khadija, jeune fille de son école avec qui elle partage une certaine expérience du monde : celle des stigmates, mais aussi des premiers émois de l'adolescence et d'une solidarité indéfectible entre les membres d'une « communauté de l'expérience » fragilisée dans son rapport à l'Autre.

« Je me souviens des visages de ces filles. Des visages grimaçants, aux traits altérés, laids comme jamais je n'aurais pu croire que ces visages, soudainement, pouvaient s'enlaidir par simple dégoût de ce que Khadija et moi, à travers notre apparence, inspirions [...]. Et cette communauté qu'à deux nous avons formée, une communauté de l'expérience, a fini par créer, dans l'espace clos de cet autobus, le temps d'un trajet, un lien d'une force terrible » (p. 35).

Plus loin, la narratrice rapporte les propos d'un homme qui, sur le quai du tramway, reproche à une jeune fille de porter le voile : « Raciste, nous avons crié, raciste », rapporte l'autrice (p. 107). On voit qu'émerge ainsi un « nous » qui semble rétrospectivement contraster avec la contemplation solitaire de ses parents visionnant le film de leur mariage. Ce « nous » surgit également pour aborder, outre les enjeux de discrimination raciale, les problématiques liées à la condition féminine dans son ensemble, quelle que soit la couleur de peau. Le personnage de Laetitia est en cela saisissant : tandis que cette jeune fille « à la peau translucide, aux yeux d'un bleu troublant » (p. 82) semblerait *a priori* préservée des discriminations dont la narratrice fait l'objet, elle finira par rejoindre ce « nous » lorsque le directeur de l'école lui reproche d'être « une fille facile » :

« Cet après-midi-là, nous fûmes quelques-unes, pourtant, regroupées à proximité du grand portail et mobilisées comme un seul corps, dans l'attente que Laetitia quitte le bureau du proviseur » (ibid.)

Ses relations avec la narratrice révèlent l'instabilité de la perception de l'Autre, tantôt perçue comme une alliée, en tant que femme qui fait l'objet d'injures physiques ou verbales, tantôt comme étrangère aux luttes contre les discriminations raciales et de classe. Se pose alors une question fondamentale : la condition

féminine est-elle par essence unificatrice ? « Au commencement il y a l'injure », rappelle Perrine Lachenal citant Didier Éribon¹. Subir l'injure est-il vecteur d'unification, pour faire front commun ?

Corps et mémoire

Comme nous existons raconte enfin l'histoire d'une tension perpétuelle entre corps et mémoire, entre un matériau physique pour l'un, psychique pour l'autre. De fait, là où la mémoire se construit et se reconstruit dans un processus lent et continu où les « détails » ont leur importance, le corps est *marqué*, et il trahit – souvent à l'insu de son propriétaire – les douleurs, privations ou souffrances endurées. C'est le cas du corps de l'homme qui apparaît en filigrane de l'œuvre, en particulier celui du père, qui arpente les beaux quartiers « la tête haute, le col de la veste relevé, les mains dans le dos », d'un « pas fier » (p. 25).

Qu'en est-il du corps de la narratrice ? Est-il également marqué par une mémoire plus ou moins consciente des douleurs endurées ? Apercevant le jour de la rentrée scolaire des jeunes filles d'où « éman[e] une impression de pureté » (p. 32), elle est frappée par un sentiment de honte qui se traduit dans un « geste machinal » :

« Contempler la beauté de ces corps, en ce premier jour de rentrée scolaire, fit naître en moi le sentiment que je ne serais jamais belle comme ces filles pouvaient [...] l'être.

[...] Durant tout le trajet, j'eus ce geste machinal de tirer sur les manches, sur les bords de ma veste, de serrer les genoux, de contracter tout mon corps, de baisser la tête, de vouloir me cacher, rentrer chez moi » (p. 33).

Plus loin, comme en contraste, lors d'une après-midi autour de la piscine de Laetitia, la narratrice souligne l'« aisance naturelle, incorporée, absolue, qui se manifestait dans

l'action comme dans l'inaction » des « enfants de classes supérieures ». Elle se dit alors :

« [...] frappée en vérité, par cette conscience soudaine et durable qu'elles étaient jeunes, comme à peine nées, pures, tandis que j'étais, moi, vieille déjà à dix-sept ans, sous l'emprise de sentiments – telles la honte, la peur, la colère – qui obliquaient par courtes flèches et traversaient mon corps de part en part. Je me sentais profondément assujettie à ces ressentis troublants, marquée par eux, j'étais une fille formée et forgée par eux, tandis que ces filles étaient libres de toutes marques » (p. 87).

« Vieille déjà à dix-sept ans », la narratrice est consciente que sa mémoire – en l'espèce, les souvenirs qui éveillent en elle « la honte, la peur, la colère » – pèse sur son corps au même titre que le ferait le poids des années. À l'inverse, les corps « blancs », tout juste « né[s] », sont « libres de toutes marques », en quelque sorte étrangers au fardeau que représentent les souvenirs de discrimination. En cela, il existe une étroite imbrication entre le corps qu'on a et la mémoire qui l'a façonné. Il témoigne d'une traversée du temps que rend bien la métaphore des « courtes flèches » dans les propos cités ci-dessus, et qui compose également les titres des premier et dernier chapitres de l'ouvrage². En définitive, le diptyque que forment le corps et la mémoire structure l'ensemble de l'ouvrage. En même temps qu'il fait défiler les souvenirs, le récit raconte la tension matérielle qui habite les corps marqués par les stigmates sociaux. Son titre, *Comme nous existons*, semble avoir une valeur performative : c'est comme si l'écriture, en permettant le témoignage, donnait au parcours des protagonistes une existence concrète. De cette manière, le texte agit à la fois comme un moyen de garder une trace *a posteriori*, et d'incarner au présent un vécu désormais mis en mots, dans une langue sans fioriture, à destination de celles et ceux qui s'y reconnaîtront.

Compte-rendu par Selma Hentati

1. ÉRIBON Didier, 1999, *Réflexions sur la question gay*, Paris, Fayard.
2. Respectivement intitulés « Une flèche » et « Car la flèche ».